TRAVAILLEURS DOCUMENTS
Parti Communiste Marxiste Léniniste
Supplément à Travailleurs n° 10 — Juin 1983 — 3,00 F

POUR CONNAITRE LE MOUVEMENT PACIFISTE

Le mouvement pacifiste recouvre en France une vingtaine d'associations, mouvements et organisations, dont plus de la moitié sont de création toute récente. Les partis politiques de gauche, les syndicats et d'autres associations (écologiques, conviviales, humanistes, etc.) ont pris position vis-à-vis de la course aux armements.

De ce fait, le mouvement pacifiste recouvre une très grande diversité d'opinions, d'analyses et de propositions d'actions vis-à-vis des menaces sur la paix, de la situation en Europe, du rôle de la France et de la mobilisation populaire.

Les extraits ci-dessous sont issus des publications des associations qui militent essentiellement dans le domaine de la paix, pour la plupart françaises.

Si les opinions sont diverses, une convergence existe sur trois grands thèmes principaux qui jusqu'à présent ont mobilisé les Français plus particulièrement, et que l'on retrouve dans les extraits. Il s'agit des thèmes suivants : —contre la guerre en général et nucléaire en particulier ; —contre la nucléarisation de l'Europe en particulier et contre le tout nucléaire en général ; —contre le gaspillage des dépenses militaires par rapport aux besoins de développement des peuples.

La paix menacée

GUERRE NUCLÉAIRE : CRI D'ALARME

En fait, il n'y a pas d'autre solution. Il n'y a qu'une seule mesure efficace contre la guerre atomique : le désarmement. Telle est aussi la conclusion d'un Congrès de « Médecins contre la guerre atomique » qui s'est tenu récemment à Hambourg, en RFA. Ce Congrès a réuni quelque 1 600 médecins, experts internationaux, anciens officiers supérieurs de la RFA, des Etats-Unis, des Pays-Bas, de Grande-Bretagne, de Suisse et d'URSS.

Rendant compte de ce Congrès, l'envoyé spécial de l'AFP souligne que les participants *« ont conclu qu'il n'y aurait absolument aucune protection pour les populations civiles en cas de conflits nucléaires et que le corps médical serait, lui aussi, anéanti »*.

Parmi les congressistes, le général de la Bundesweher Gert Bastain (actuellement en retraite), l'ancien amiral américain John Lee et l'académicien soviétique Anatoli Tcharsov.

Pour les organisateurs, Eberhard Weber, Karl-Rainer Fabig notamment, tout ce qui constitue actuellement une tentative de préparation des populations civiles en prévision d'un conflit nucléaire, c'est-à-dire la construction d'abris, les exercices de simu-

lation de catastrophes, l'entraînement des civils, n est que de la poudre aux yeux : ces mesures sont inefficaces et n'ont qu'un résultat : amener psychologiquement les populations à accepter l'idée d'un conflit nucléaire, donc à la limite, en préparer la venue.

Les effets d'un conflit nucléaire en Europe, zone à forte densité de population (en RFA en particulier) seraient désastreux vu l'insignifiance des moyens humains médicaux :

1. Une bombe atomique d'une mégatonne, au-dessus des grandes villes comme Hambourg ou Hanovre, causerait des victimes innombrables et poserait des problèmes insolubles au corps médical, totalement débordé : dans un rayon de 1,5 km autour du point d'explosion les abris ne pourraient pas résister aux ondes de souffle et de chaleur. Les abris les plus éloignés seraient probablement détruits aussi.

2. Des incendies généralisés se déclareraient un peu partout : réservoirs de carburant, de mazout, les bois, les récoltes prendraient immédiatement feu, consumant l'oxygène de l'air et, du même coup, causant l'étouffement des populations ou l'intoxication par excès d'absorption de gaz carbonique.

3. Plusieurs centaines de milliers de personnes, dans un conflit nucléaires, seraient gravement brûlées: hémorragies internes, infections se répandraient dans les jours suivants. Cliniques et hôpitaux seraient détruits, la plus grande partie du personnel médical mourrait ou serait hors d'état de secourir qui que ce soit.

Actuellement, un conflit nucléaire en Europe, compte tenu de la densité extrême de la population dans des pays comme la Belgique, les Pays-Bas, la RFA notamment, se traduirait par plusieurs millions de victimes. En RFA, une attaque nucléaire provoquerait près d'un million de morts. Plusieurs centaines de milliers de personnes mourraient des suites des rayonnements, plus d'un million mourraient dans les six semaines qui suivent, sans qu'on puisse leur venir en aide.

Aussi les médecins congressistes ont condamné quasi unanimement toute stratégie fondée sur l'idée qu'un conflit nucléaire pourrait être limité, par exemple en Europe, et que l'un des belligérants pourrait en sortir vainqueur. C'est cette thèse qui prévaut actuellement dans les état-majors de l'OTAN, depuis les récentes démarches du chef du Pentagone américain.

Conseil Mondial de la Paix — in revue de la FSM n° 11 (1981).

• • •

LA FAIM ET LA PAIX NE PEUVENT PAS FAIRE BON MÉNAGE

Il ne faut pas aller plus loin pour comprendre le sens de ces mots. Il suffit de regarder autour de nous. La répartition des ressources et des richesses de la terre est de plus en plus inégale entre les peuples, entre les continents, voire entre les hommes et les femmes d'une même société. C'est pourquoi, la faim et la malnutrition dont souffrent certains peuples et certaines personnes sont les conséquences immédiates façonnées par les grandes puissances et l'absurdité désespérée de leur système. Il faut le dénoncer. Il est temps. La terre n'appartient pas à un petit groupe de quelques privilégiés, à une poignée d'élus, c'est-à-dire les forts et les riches. Il est impossible de concevoir que la terre, le pain, la vie soient le monopole d'un petit cheptel particulier. La terre appartient à tous.

Les pays du Tiers Monde s'efforcent de faire entendre par les quelques petits moyens à leur disposition, les cris et les silences d'un monde injuste, où les richesses sont scandaleusement réparties, où les divisions se maintiennent et se consolident entre riches et pauvres, nantis et démunis, oppresseurs et opprimés. Les riches et les nantis ne le sont-ils pas au détriment des pauvres opprimés!

Si les statistiques confirment que les trois quarts des peuples de la terre meurent de faim, est-ce parce que la terre produit moins qu'elle ne devrait? Qui est responsable?

Permettez-moi un peu de vous rendre encore attentifs à une réalité, un fléau, que nous connaissons, nous tous qui sommes ici. D'ailleurs tous les intervenants y font allusion. La vente des armes dans les pays où les femmes et les enfants meurent de faim a-t-elle un sens? Qui vend ses armes? A qui les vend-on? A quel prix? Pour en faire quel usage? Ceux qui entretiennent des usines d'armement savent bien que ce qu'ils font fait vivre les uns et fait mourir les autres.

Oui, les grandes puissances sont à la fois complices et auteurs de désastres dans le monde. Pour protéger leur économie, pour développer leur puissance, il faut que les trois quarts de la population mondiale soient sacrifiés. En sont-ils conscients? Sans doute, les grandes puissances sont les pyromanes qui, après avoir allumé les incendies, crient au secours.

Pourquoi, au lieu d'expédier des armes destructrices, ces puissances n'envoient-elles pas des vivres et des médicaments dans les pays exploités?

La paix est-elle possible, Mesdames et Messieurs, dans un monde où les grandes puissances écrasent les pauvres parce qu'ils sont pauvres?

Pire encore : les pays du Tiers Monde sont entre les mains d'hommes et de femmes au service de nations étrangères. Je veux dire que certains chefs d'Etat des pays du Tiers Monde sont tels des gendarmes au service des pays nantis. En tant que tels, les armes qu'ils reçoivent sont un moyen d'exploiter davantage leur proie. Et en plus des armes, ils entretiennent la faim pour exterminer la population.

Dans cette situation, la paix n'est guère possible. Le peuple affamé ne saurait aspirer à la vraie paix. Car la faim et la paix ne peuvent pas faire bon ménage. L'une exclut l'autre.

Pasteur Tshipanda, église réformée de France (Verdun, 18 octobre 1982). Comité de soutien aux 54 prix Nobel (72, rue du Château d'eau, 75010 Paris).

• • •

UNE ATMOSPHERE DE GUERRE FROIDE

• Il n'y a donc pas d'unité sur l'analyse des facteurs de guerre?

Il est difficile d'avoir une unité là-dessus, parce que, par exemple tout le monde ne pense pas qu'il y a deux blocs dominés par des impérialistes. Certains pensent que l'URSS est un « Etat ouvrier dégénéré », d'autres qu'il s'agit d'un « capitalisme d'Etat ». Mais ce qui unifie, c'est la volonté que dans le mouvement de résistance au nucléaire militaire, il y ait, face à la mainmise d'un PC pro-soviétique, une force avec laquelle le PCF et le Mouvement de la Paix soient obligés de compter, de la même manière que, dans le mouvement ouvrier, la CFDT est devenue une force qui a brisé un monopole de représentativité. Il s'agit pour nous de nouer des liens avec un mouvement européen, qui n'est pas manipulé par l'URSS, qui est autonome, profond et porte en lui potentiellement la contestation des accords de Yalta et le non-alignement.

• Ce texte de compromis ne risque-t-il pas d'être un peu inconsistant? Peut-on vraiment réfléchir sur le problème de la paix en isolant comme vous le faites le nucléaire de tout le reste : rapport de forces politique, économique et militaire conventionnel?

Le texte reflète la prise de conscience de l'importance que revêt dans une période historique précise (1979-1983) la volonté d'installer des missiles qui créent dans le monde une situation analogue à celle de 1961 à Cuba, lorsque les Russes voulaient y installer des fusées qui menaçaient le sanctuaire américain. Sous prétexte de rééquilibrage des forces en Europe, les Américains tentent d'installer des armes qui menacent le sanctuaire soviétique. C'est une menace qui pèse depuis trois ou quatre ans sur l'Europe, une atmosphère de guerre froide analogue à celle des années cinquante. Cette menace durcit les pressions des grands sur nos pays, à l'Est comme à l'Ouest, comme le montrent d'un côté l'affaire polonaise, et de l'autre côté les réactions très violentes contre le pacifisme. Aujourd'hui, les USA veulent se servir de la supériorité technologique et économique qu'ils possèdent pour mettre à genoux les Soviétiques en les contraignant au sur-armement. D'où l'importance fondamentale de ce mouvement contre le sur-armement nucléaire.

Interview de Jacques Berthelet (CODENE : 23, rue Notre-Dame de Lorette 75009 Paris) dans « Que faire aujourd'hui » n°73 (1982).

L'Europe, une poudrière

LE MYTHE DE LA SUPÉRIORITÉ SOVIÉTIQUE

• Que faut-il penser de la thèse avancée par les milieux de l'OTAN, ou proches de ce dernier, selon laquelle il y aurait un déséquilibre entre les forces de l'OTAN et celles du Pacte de Varsovie. Déséquilibre qui se ferait en faveur du Pacte de Varsovie?

Là aussi, une fois de plus, chaque mot et chaque terme ont leur valeur. Dans l'absolu, c'est vrai. Pour une raison bien simple, c'est que l'OTAN ne représente qu'une partie des forces occidentales.

Des nations puissantes, comme la France par exemple qui ne fait pas partie de l'OTAN, ont jusqu'à maintenant toujours été intégrées au systeme de défense du traité atlantique. Chaque fois que les spécialistes abordent ce problème, ils le traitent en saucissonnant les choses. L'Occident dispose de trois forces stratégiques : la force américaine, la force anglaise et la force française. Ensuite, on ne peut pas se contenter de compter en terme de quantité seulement. Au moment des accords Salt I, les Américains ont inventé les têtes multiples. Une fusée lance-missiles américaine est équipée de 10 têtes à ogive nucléaire contre une seule pour les fusées soviétiques. Cela revient

à dire qu'une fusée américaine dispose d'un potentiel 10 fois supérieur à une fusée soviétique. De la même façon, on nous serine avec la force des chars dont dispose l'armée soviétique. Soit. Mais les Américains disposent eux d'antichars. Non pas parce qu'ils n'ont pas les moyens de construire des chars mais parce qu'ils en ont décidé ainsi. Les Etats-Unis ont décidé une fois pour toutes qu'ils auraient 11 500 chars, pas un de plus, et ils s'y maintiennent.

A tout cela, il faut ajouter un autre élément qui me paraît important. L'immensité des territoires frontaliers que les Soviétiques ont à protéger n'a rien de commun avec ceux des USA.

● Mais le budget que les Soviétiques consacrent à la défense nationale reste pourtant supérieur à celui de toutes les autres nations?

En pourcentage, c'est exact, puisque l'URSS consacre près de 14% de ses dépenses annuelles à l'armement alors que les USA consacrent seulement 4 à 5%. Mais lorsqu'on compare le produit national brut (PNB) de l'URSS à celui des USA, on s'aperçoit que le second est deux fois plus élevé que le premier. Et si on ajoute l'ensemble des PNB des nations européennes occidentales, le total est cinq fois supérieur à celui de l'URSS. Ce qui fait que dans l'absolu, la masse d'argent dépensée en Occident pour la construction d'armements est bien plus importante que celle dépensée par les Soviétiques. Pour rattraper le chiffre occidental il faudrait que l'URSS accorde 20% de son PNB pour l'armement. Ce qui est impossible. En vérité l'OTAN est supérieure dans tous les domaines. En hommes, en matériel, et enfin en richesse financière pure.

● Alors l'affaire des SS20 semble des plus mineures dant tout cela?

C'est une goutte d'eau dans un océan. Il y a actuellement dans le monde 40 000 armes nucléaires dont les 260 SS20. On essaie de nous faire croire que ces quelques fusées auraient tout bouleversé alors qu'il y a déjà de quoi détruire 17 ou 20 fois la planète. La prétendue supériorité militaire soviétique est l'un des dossiers les plus mensongers qui aient actuellement cours en Occident. Dans de telles conditions, qu'est-ce que peut bien signifier la notion de déséquilibre, quand d'un côté comme de l'autre on peut tout faire exploser?

Rendu à ce point-là, il ne reste qu'une solution c'est d'en enlever.

Amiral Sanguinetti, interview dans « Avant-Garde » (9/10/1981).

● ● ●

L'ÉQUILIBRE DES FORCES, UN DIALOGUE DE SOURDS

Il ne saurait y avoir des mesures de désarmement unilatéral, mais simultané de façon à ne laisser aucune chance aux USA et à l'URSS de dominer l'Europe.

Aussi, quelques réflexions s'imposent :

—USA et URSS n'ont qu'un but : s'empêcher mutuellement d'avoir la supériorité l'une sur l'autre en Europe, et en général dans le monde. Cette logique s'inscrit dans leur volonté de partager le monde en deux blocs : « qui n'est pas avec moi est contre moi », ce qui conduit inévitablement à la course aux armements et aux pressions et ingérences militaires. Du coup, les Européens sont poussés à choisir soit la voie du renforcement de l'OTAN au détriment de leur indépendance, sous la menace voilée d'un retrait américain de la défense européenne, soit, sous celle pareillement voilée de l'URSS, d'être un champ de bataille si les Européens ne rejettent pas le renforcement de l'OTAN. Cette situation est d'autant plus invivable que les gouvernements européens sont incapables d'envisager une défense de l'Europe sans les Américains et qu'ils ont, d'autre part, tissé des liens économiques juteux avec l'URSS et ses alliés.

Dans cette perspective, il nous paraît extrêmement dangereux de s'engager dans le dialogue de sourds de « l'équilibre et du déséquilibre » des forces soviéto-américaines en Europe, car nous perdrions de vue ce qui constitue le critère essentiel pour juger de la situation en Europe : L'Europe est-elle en sécurité? Si non, qui menace la paix en Europe?

Paix et Désarmement, bulletin n°4 (1982). BP. 54 93121 La Courneuve Cedex.

● ● ●

LA PEUR DU RUSSE DOIT ETRE ÉQUILIBRÉE PAR LA CONSCIENCE DU DANGER AMÉRICAIN

L'opinion est indifférente aux scénarios comptables globaux. Elle est bien convaincue depuis plus de vingt ans de l'égalité globale des deux Grands —avec une prime aux Américains— et les détails lui importent peu.

Nous entrons donc avec la troisième étape stratégique dans la troisième étape de l'histoire du désarmement. C'est la première fois où l'on voit l'opinion s'engager avec passion. Le désarmement était jusqu'à présent une affaire d'experts cultivant une démarche d'échec. Elle peut devenir une affaire populaire régionale. L'idée exprimée timidement par Rapacki dans les années 50 est aujourd'hui réalisable sous la pression de mouvements populaires qui existent sans aucun doute à l'Ouest comme à l'Est. Son imperfection stratégique et diplomatique demeure, mais elle pourrait devenir seconde si l'on s'engageait dans un processus réel de désarmement nucléaire régional. Un premier recul des Américains et des Soviétiques au niveau des déploiements aurait des conséquences profondes sur les débats intérieurs au bloc et à la société soviétiques. C'est pour éviter que de libres réflexions ne s'engagent dans cette voie qu'on assiste à la prolifération d'une littérature terroriste dont l'objectif est de faire croire que le système soviétique est surpuissant, définitivement militarisé et fondamentalement conquérant et agressif.

La France doit jouer son rôle dans ce moment, ne pas abuser de l'indifférence que lui confère soi-disant son autonomie stratégique. Nous ne sommes pas en face d'un Hitler, mais de deux puissances militarisées en expansion. La peur du Russe doit être équilibrée par la conscience du danger américain, et l'Europe des puissances moyennes a quelque chose à faire contre le système des blocs devenu cause principale d'insécurité.

Alain Joxe, ARESPA (54, bd Raspail, 75007 Paris), Le Monde 27 octobre 1981.

Le rôle de la France

LA FRANCE SERAIT MELÉE A UNE GUERRE NUCLÉAIRE

● Si une guerre nucléaire éclatait quelque part, pourquoi la France y serait-elle mêlée?

D'abord parce que tout conflit nucléaire, où qu'il sévisse, se transformerait vite en guerre nucléaire généralisée. Bien que la France ne soit pas placée sous commandement de l'OTAN, elle fait partie de l'Alliance Atlantique et serait entraînée dans la guerre. L'URSS aurait de bonnes raisons de chercher à la neutraliser par avance.

« Une fois qu'elle aurait éclaté en Europe ou ailleurs, une guerre nucléaire acquérerait inévitablement un caractère mondial. » (Léonid Brejnev, oct. 1981)

● Nos centrales nucléaires civiles seraient-elles des cibles?

Prioritaires. La moindre petite tête nucléaire ou même une bombe ordinaire tombant sur l'un de nos réacteurs nucléaires provoquerait un échappement massif de radioactivité qui contaminerait une partie de notre territoire.

● En cas de conflit nucléaire, la France risque-t-elle d'être rayée de la carte? N'y aurait-il pas de survivants?

Pour nous empêcher de nous relever avant lui, l'ennemi détruirait d'abord nos base industrielles et les centres de communication. En France, il ne resterait pas grand-chose d'intact. On estime qu'au moins les deux tiers de la population seraient exterminés. Les survivants? On n'ose imaginer ces hommes, femmes, enfants, affamés, en état de choc, mutilés, hantés par la mort proche, en proie à toutes sortes d'épidémies sans médecin, sans hôpital, sans voisin pour les secourir, disputant aux rats des aliments avariés ou contaminés...

« Les survivants envieraient les morts. »
(Khrouchtchev)

● Si la France renonçait aux armes nucléaires, serions-nous plus en sécurité?

Si nos bases nucléaires n'existaient plus, l'adversaire n'aurait plus à tenter de « destruction préventive ». L'alternative est claire : l'escalade nucléaire mène au génocide général, la dénucléarisation comporte un risque, certes, mais aussi une chance de survie. Si la France renonçait à s'aligner sur l'un ou l'autre bloc et décidait de « dénucléariser » son territoire, elle stimulerait une désescalade générale et la paix. La sécurité s'en trouverait améliorée en France et dans le monde entier.

● Notre force de frappe, nous dit-on, est le meilleur garant de notre indépendance.

C'est bien ce que voulait le général de Gaulle. Il s'est retiré de l'OTAN pour éviter, comme il l'a dit, d'entraîner la France « dans une guerre qui ne serait pas la nôtre ». Depuis lors les conditions ont changé. Le président de la République détient toujours seul le pouvoir de « presser sur le bouton ». Mais l'information sur une attaque ne peut être fournie que par les réseaux de l'OTAN. Par ailleurs les scénarios militaires chez nous sont inspirés des scénarios américains, donc en vue de la guerre en Europe. A preuve nos Pluton et Hadès destinés à la bataille sur sol européen (« bataille de l'avant »). Notre force de frappe ne garantit ni notre défense ni notre indépendance.

« Nous avons fait la 1ère guerre mondiale en Europe. Nous avons fait la 2e guerre mondiale en Europe. Si les crétins que vous êtes nous laissez faire, nous ferons la 3e guerre mondiale en Europe. »

(Amiral Gene Le Rocque, ancien stratège américain)

Brochure ECOROPA-France (82, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris) — 1981.

• • •

DES RESPONSABILITÉS ÉCRASANTES DANS LA COURSE AUX ARMEMENTS

Troisième pays exportateur d'armes du monde (le premier par tête d'habitant), la France a réalisé 25 milliards de francs de vente en 1979, les trois quarts en direction du Tiers Monde. La France vend tous azimuts, fournissant les protagonistes de nombreux conflits, et la moitié de ses exportations alimente les pays du Proche-Orient.

Si avec 11% du commerce international d'armements, la France se situe loin derrière les USA et l'URSS, elle reste en position dominante dans sa sphère d'influence traditionnelle, héritée du colonialisme : l'Afrique noire francophone. (...)

Le rôle de la France s'inscrit dans le jeu des grandes puissances à l'échelle planétaire. Au sein de la chaîne impérialiste, la France assure le relais des Etats-Unis dans le réseau des alliances. Elle perpétue ainsi la division du monde en deux blocs dans l'hémisphère sud. (...)

L'effort national de la recherche militaire représente 40% du financement public. Actuellement, plus de 85% des efforts de recherche mondiaux concernent la course aux armements (recherche directement militaire : 50%; secteur spatial civil et militaire : 25%; nucléaire civil et militaire : 15%).

300 000 personnes travaillent dans l'industrie de l'armement, dans plus de 1 300 usines, dont 70% dans les secteurs para-publics et privés. On remarque au premier plan le Groupement industriel des armements terrestres, le groupe Thomson-CSF, la CII, Creusot-Loire, Dassault et la SNIAS. (...)

Tous ces chiffres et ces faits montrent à quel point notre pays est impliqué dans la militarisation du monde et, par là même, dans les guerres en cours ou à venir. Nous ne pouvons pas nous laver les mains de cette situation en nous en remettant à nos dirigeants, ce d'ailleurs à quoi ils nous incitent en se présentant comme des spécialistes de la paix et de la détente.

MAN (20, rue Déridet, 45200 Montargis) — 1981

• • •

NOUS DEVRIONS RENONCER AU COMMERCE DES ARMES

Si les propos tenus au cours des derniers mois par les autorités françaises compétentes à propos du désarmement répondent souvent aux vues exprimées par les Eglises, force est de constater que l'action du gouvernement français a comporté une poursuite du perfectionnement des armes et des vecteurs nucléaires français, ainsi qu'une promotion à l'étranger de la vente d'armements produits par la France.

Sans oublier qu'une réorientation de la politique de défense d'un pays comme la France constitue une entreprise de longue haleine ni que la conjoncture ne favorise pas une reconversion rapide des exportations, les Eglises tiennent à souligner les dangers que comporte, pour l'avenir même de la démocratie en France, une différence trop grande entre le langage employé par ses dirigeants et la réalité de la politique qu'ils mènent. (...)

L'absurdité de ce qui se passe actuellement aux Malouines, où des avions et des missiles français sont engagés dans un conflit sanglant que la France condamne à juste titre, suffit à démontrer jusqu'à quelles conséquences dramatiques ce commerce immoral peut conduire.

Quelles que soient ses implications économiques, nous devrions renoncer à la compétition dans le commerce des armes; elle accroît les dangers de conflit dans le monde; elle met en cause notre honneur de peuple épris de liberté, et notre volonté pacifique perd de sa crédibilité. Nous renouvelons fermement à ce sujet notre protestation de 1973.

En outre, l'accumulation d'armes classiques dans des zones de tension présente des risques de déstabilisation et alimente les courses régionales aux armements, quand elle n'entretient pas des conflits ouverts. Une réglementation du commerce des armes avec la participation de tous les Etats concernés, vendeurs et acheteurs, permettrait de réduire les inconvénients d'une prolifération anarchique des matériels d'armements dans le monde et de renforcer la sécurité internationale. Une telle entreprise devrait s'inscrire dans la perspective d'un nouvel ordre international englobant aussi bien les aspects économiques que militaires des relations Nord-Sud.

Déclaration d'Eglises chrétiennes, Pax Christi (44, rue de la Santé 75014 Paris) — septembre

Que faire ?

COMMENCER PAR CEUX QUI SONT LES PLUS ARMÉS

Alors, nous le disons : l'utopie n'est pas chez nous qui ouvrons les yeux et percevons l'absurdité de cet engrenage. L'utopie, elle est du côté de ceux qui croient que c'est en ajoutant encore, et encore, et encore plus et toujours plus à cet arsenal démentiel que seront assurées la sécurité et la paix des peuples d'Europe.

Qui êtes-vous? Qui sommes-nous? De nous encore, il en est qui affirment que nous serions des « pacifistes bêlants », des gens qui, comme d'autres jadis à Munich, cultivent la démission des armes et sont prêts à laisser l'Europe sans défense devant le danger qui la guette.

Ceux-là ont-ils bien entendu le président Reagan? L'ont-ils bien entendu exprimer tout haut ce secret de polichinelle que murmuraient tout bas nombre de stratèges : les Etats-Unis considèrent qu'une guerre nucléaire limitée à l'Europe appartient au domaine du possible. Elle est là, la menace. Elle ne vient pas de l'Est. Elle ne vient pas de l'Ouest. Le danger est ailleurs : il est que les deux grands, à leurs corps défendant, fassent de l'Europe le champ limité d'un affrontement nucléaire dans lequel eux-mêmes estimeraient pouvoir ne pas engager directement leur survie. La décision de produire la bombe à neutrons a-t-elle d'autre sens que de préparer cette éventualité?

Qui êtes-vous? Qui sommes-nous? L'on dit enfin de nous : ce sont des neutralistes. Qu'on s'entende bien sur les mots. Si l'on veut dire par là que nous chercherions à demeurer à l'écart des grands affrontements et des grands problèmes de ce temps, l'on se trompe et l'on trompe l'opinion. Nous sommes totalement engagés, plus que quiconque, dans cette grande bataille pour la liberté et la dignité des hommes. Non pas seulement en Europe, mais à l'Est comme à l'Ouest, au Nord comme au Sud.

Oui, nous sommes des partisans. Et c'est parce que cette bataille de la liberté est la nôtre que nous récusons cette course aux armements et le discours qui la sous-tend. Car, nous le savons bien, cet engrenage et ce discours de la paranoïa paralysent et stérilisent, à l'Ouest comme à l'Est, les progrès de la démocratie économique et de la démocratie politique. Combien de libertés n'auront-elles pas été mises en tutelle ou étouffées au nom de la raison des blocs?

Qu'on le sache bien : nous ne sommes les mercenaires de personne. Nous ne faisons que mettre en œuvre des recommandations formulées à l'unanimité par la communauté internationale.

Combattants de la paix, partisans de la liberté, réalistes, nous sommes des politiques. Nous savons que ce qui importe aujourd'hui, c'est d'amorcer puis de développer par la négociation un processus de désescalade. A tout seigneur tout honneur : ce processus doit commencer par ceux qui sont le plus armés : les Etats-Unis et l'Union soviétique. Et puisqu'il faut partir du moment où l'on se trouve, que les Etats-Unis cessent de construire la bombe à neutrons, qu'ils renoncent à installer en Europe Pershing et missiles. Que, dans le même temps, l'Union soviétique arrête le déploiement des SS20. Alors, que, sans préalable, s'ouvrent et aboutissent des négociations sur tous les missiles nucléaires de portée moyenne concernant l'Europe, en premier lieu américains et soviétiques.

Voilà l'objectif. Bien sûr, nous, ici, n'avons pas les moyens de contraindre les Etats-Unis et l'Union soviétique à s'engager sur le champ dans cette direction. Il n'empêche. La prise de conscience est le début de la sagesse et de l'action.

Discours de P. L. Séguillon, à Pantin (24/10/1981) — Mouvement pour la paix (35, rue de Clichy, 75009 Paris).

APPEL DE PARIS DU MOUVEMENT DE LA PAIX

Nous proclamons notre volonté d'écarter la menace de l'emploi des armes nucléaires. Il ne faut plus ajouter de nouvelles armes nucléaires, mais en réduire partout le nombre et la puissance. Il faut que s'ouvrent et aboutissent des négociations sur tous les missiles nucléaires de portée moyenne concernant l'Europe, en premier lieu américains et soviétiques. Il faut interdire universellement la bombe à neutrons. Il faut affecter dès maintenant une partie des dépenses militaires mondiales au mieux-vivre et à la lutte contre la faim et le sous-développement. (...)

NÉGOCIEZ A L'OUEST ET A L'EST

Notre message témoigne de notre angoisse. Nous disons qu'il faut sauver ce qui peut l'être en mettant un terme à la course aux armements. Nous disons que le désarmement, cela se négocie et que la paix n'est pas un hasard. Nous disons : négociez, à l'Est et à l'Ouest, pour la sécurité des nations et pour que le désarmement devienne enfin une réalité. Nous disons que la course aux armements est une course à la ruine et qu'il faut donner à la vie ce qu'on gaspille pour la mort, car on peut, sans armes, combattre et la misère et la faim dans le monde. (...)

Appel des Cent : 15, av. Victor Hugo, 75116 Paris

UN PROGRAMME DE PAIX

Que peut faire le gouvernement dans l'immédiat ?

Encourager une large information sur ces problèmes qui nous concernent tous et instaurer un large débat public partout en France. —Admettre que la « dissuasion nucléaire » est périmée ; —Renoncer à la modernisation de l'armement nucléaire, à la bombe à neutrons et à tous essais d'explosion nucléaire ; —Obtenir le retrait des missiles soviétiques SS20, faire pression contre l'implantation en Europe des missiles américains Pershing et missiles « de croisière » et annoncer que, dans cette optique, nos euromissiles seraient inclus dans la négociation ; —Réclamer la signature d'un traité de paix avec l'Allemagne ; —Etudier d'urgence avec les organisations syndicales la reconversion des usines d'armements ; —Promouvoir d'autres formes de défense ; —Créer un ministère de la Paix ; —Préparer un vaste programme d'éducation pour la paix et faire obstacle à la vente de jouets guerriers ; —Aider le Tiers-Monde à lutter contre la faim ; elle ne peut avoir pour fin que la violence.

Brochure ECOROPA-France

UNE EUROPE SANS ARMES NUCLÉAIRES

Nous lançons cet appel pour une mobilisation de l'opinion française sur les objectifs suivants :

—Il faut appuyer le mouvement qui, en Europe, fait pression sur les gouvernements pour annuler cette nouvelle étape de la course aux armements imposée par les Etats-Unis pour 1983 ;

—Il faut exiger simultanément de l'URSS qu'elle stoppe le déploiement, puis qu'elle opère le démantèlement des missiles SS20, le gouvernement français pouvant faire pression dans ce sens avec d'autres pays européens ;

—Il faut obtenir du gouvernement français qu'il ne contribue pas à cette course aux armements par le perfectionnement de sa force de frappe nucléaire —sécurité illusoire— pour arriver à terme à son démantèlement dans le cadre d'une Europe dénucléarisée, non-alignée, capable d'intervenir sur les rapports Nord-Sud, aujourd'hui enjeu fondamental de la paix.

Plate-forme du CODENE (Novembre 1981)

Travailleurs : BP 90 — 75962 Paris Cedex 20. Tél. 16 (1) 366 71 53. Directeur de publication : M. Cuisinier. Abnt. un an : 100 Fr. Commission paritaire 64707. Imp. Presse d'Aujourd'hui, BP 90, 75962 Paris Cedex 20. Imp. ICT

DÉSARMEMENT UNILATÉRAL EN FRANCE

La France peut et doit prendre l'initiative capable d'amorcer le désarmement mondial. Mais comment ?

La manière d'y parvenir que nous proposons diffère des traditionnelles conférences du désarmement inaugurées à la fin du siècle dernier et qui, de la Haye à Genève, de la SDN à l'ONU, se sont toujours soldées par de cinglants échecs. Incapacité bien compréhensible dans une société vouée aux égoïsmes nationaux, aux appétits impérialistes, où la méfiance et le mensonge font partie des règles du jeu. C'est cette « règle du jeu » qu'il nous faut casser. Mais nous savons aussi que l'instauration d'un régime nouveau, si humain soit-il et dût-il gagner le monde entier, ne nous garantirait ni de la course aux armements, ni du danger de guerre, s'il ne supprime pas l'armée.

Ce que nous proposons au Parlement français, au peuple français, n'a pas de précédent dans l'histoire des grandes nations puisqu'il s'agit du DÉSARMEMENT UNILATÉRAL. (...)

Il faut imaginer le retentissement extraordinaire qu'auraient sur le plan international l'annonce du désarmement français, assortie d'une déclaration solennelle engageant les autres nations à l'imiter, et l'invitation qui serait faite à tous les hommes d'Etat, aux journalistes et aux touristes à venir constater sur place la réalité du démantèlement de toutes nos installations militaires et la destruction des stocks d'armes. On peut penser que de tels événements créeraient un courant d'enthousiasme dans le monde entier. (...)

Dans ces conditions, un gouvernement pourrait difficilement trouver un prétexte pour justifier une agression (on a toujours soin de justifier soigneusement les agressions militaires, notamment pour soutenir le moral de l'armée). Non seulement le désarmement unilatéral ne rendrait pas le pays plus vulnérable, mais il jouerait fort bien un rôle de dissuasion plus efficace que la force de frappe atomique.

Union pacifiste — Proposition de loi pour le désarmement unilatéral de la France, 1981 (4, rue Lazare-Hoche 92100 Boulogne/Seine).

Agir pour la paix, c'est une préoccupation de tous au sein du mouvement ouvrier et populaire.

Quelles sont les menaces de guerre ? D'où viennent-elles ? Comment y faire face ?

Agir pour la paix, brochure du PCML, signée Estelle Delmas, à commander à Presse d'Aujourd'hui, BP 90, 75962 Paris Cedex 20. Prix : 6,00F + port 2,90F.